

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>I Communications</i>	
	Conseil	
2001/C 327/01	Décision du Conseil du 8 novembre 2001 portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Conseil d'administration de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail	1
	Commission	
2001/C 327/02	Taux de change de l'euro	4
2001/C 327/03	Aides d'État — Italie (Sardaigne) — Aide C 5/2001 (ex N 775/2000) relative à une mesure de compensation de dommages causés par la fièvre catarrhale des ovins (<i>blue tongue</i>) — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.....	5
2001/C 327/04	Publication d'une demande d'enregistrement au sens de l'article 6, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2081/92 relatif à la protection des appellations d'origine et des indications géographiques.....	11
2001/C 327/05	Communication de la Commission sur les taux de référence et d'actualisation en vigueur à partir du 1 ^{er} décembre 2001	14
2001/C 327/06	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.2627 — Otto Versand/Sabre/Travelocity JV) ⁽¹⁾	15
2001/C 327/07	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2471 — Accenture/Lagardère/JV) ⁽¹⁾	16
2001/C 327/08	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2588 — Rheinbraun Brennstoff/SSM Coal) ⁽¹⁾	16
2001/C 327/09	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2614 — ThyssenKrupp/Camom/Eurig) ⁽¹⁾	17

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (suite)	Page
2001/C 327/10	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2387 — Heineken/Bayerische Brauholding/JV) ⁽¹⁾	17
2001/C 327/11	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2508 — Fortum/OM/JV) ⁽¹⁾	18
2001/C 327/12	Non-opposition à une concentration notifiée [Affaire COMP/M.2297 — BP Chemicals/Solvay (PP)] ⁽¹⁾	18
2001/C 327/13	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.2299 — BP Chemicals/Solvay/HDPE JV) ⁽¹⁾	19
<hr/>		
	II Actes préparatoires	
	
<hr/>		
	III Informations	
	Commission	
2001/C 327/14	Avis d'adjudication de l'abattement du droit à l'importation de maïs en provenance des pays tiers	20



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

I

(Communications)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 8 novembre 2001

**portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Conseil d'administration
de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail**

(2001/C 327/01)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975 concernant la création de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1947/93 ⁽²⁾, et notamment son article 6,

vu les listes de candidatures présentées par les gouvernements des États membres, en ce qui concerne les représentants des gouvernements, et celles transmises par la Commission, en ce qui concerne les représentants des organisations des travailleurs et des employeurs,

considérant ce qui suit:

(1) Par la décision du 19 octobre 1998 ⁽³⁾, le Conseil a nommé les membres titulaires et suppléants du Conseil d'administration de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour la période allant du 19 octobre 1998 au 8 octobre 2001.

(2) Il y a lieu de nommer, pour une période de trois ans, les membres titulaires et suppléants représentant les gouvernements des États membres et ceux représentant les organisations des travailleurs et des employeurs.

(3) Il appartient à la Commission de nommer ses représentants au Conseil d'administration,

DÉCIDE:

Article premier

Sont nommés membres titulaires et suppléants du Conseil d'administration de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour la période allant du 19 octobre 2001 au 18 octobre 2004:

⁽¹⁾ JO L 139 du 30.5.1975, p. 1.

⁽²⁾ JO L 181 du 23.7.1993, p. 13.

⁽³⁾ JO C 336 du 4.11.1998, p. 1.

I. REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS

Pays	Titulaires	Suppléants
Belgique	M. Michel DE GOLS	M. Luc VAN HAMME
Danemark	M. Peter NEDERGAARD	M ^{me} Charlotte GEDE
Allemagne	M. Wolfgang KOBERSKI	M ^{me} Sybille RÖSELER
Grèce	M. Antonios CHRISTODOULOU	M ^{me} Stamatia PISSIMISSI
Espagne	M ^{me} Cristina GALACHE MATABUENA	M ^{me} Carmen BRIONES GONZÁLEZ
France	M. Marc BOISNEL	M. Robert MOUNIER-VEHIER
Irlande	M. William JESTIN	M. John KELLEHER
Italie	M ^{me} Maria Teresa FERRARO	M. Michele TIRABOSCHI
Luxembourg	M ^{me} Nadine WELTER	M. Paul WEBER
Pays-Bas	M. C. J. VOS	M. M. BLOMSMA
Autriche	M. Andreas SCHALLER	M ^{me} Birgit STIMMER
Portugal	M. José CORREIA DE BRITO XAVIER	M ^{me} Fernanda SANTIAGO
Finlande	M. Matti SALMENPERÄ	M. Tuomo ALASOINI
Suède	M ^{me} Inger OHLSSON	M ^{me} Gunilla MALMBORG
Royaume-Uni	M. George CLARK	M. Tony MARTIN

II. REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DES TRAVAILLEURS

Pays	Titulaires	Suppléants
Belgique	M. Herman FONCK	M. Marc VANDERCAMMEN
Danemark	M ^{me} Annette BENDIXEN	M. Jan Toft RASMUSSEN
Allemagne	M. Dieter POUGIN	M. Reinhard DOMBRE
Grèce	M. Stefanos LEMOS	M. Demetris MOSCHOGIANNIS
Espagne	M ^{me} Rosario MORILLO	M ^{me} María Jesús GONZÁLEZ FERNÁNDEZ
France	M. Jean-Paul PEULET	M. Michel DECAYEUX
Irlande	M ^{me} Rosheen CALLENDER	M. Liam BERNEY
Italie	M ^{me} Gloria MALASPINA	M. Angelo MASETTI
Luxembourg	M. René PIZZAFERRI	M. Nicolas HOFFMANN
Pays-Bas	M. J. Wim SPRENGER	M. A. WOLTMEIJER
Autriche	M ^{me} Renate CZESKLEBA	M. Gerhard STEMBERGER
Portugal	M. João DE DEUS GOMES PIRES	M. Joaquim DIONISIO
Finlande	M ^{me} Marjaana VALKONEN	M ^{me} Leila KURKI
Suède	M. Sven BERGSTRÖM	M. Mats ESSEMYR
Royaume-Uni	M. David FEICKERT	M. Richard EXELL

III. REPÉSENTANTS DES ORGANISATIONS DES EMPLOYEURS

Pays	Titulaires	Suppléants
Belgique	M. Roland WAEYAERT	M. Arnout DE KOSTER
Danemark	M ^{me} Henriette BENNICKE	M. Per LAURENTS
Allemagne	M ^{me} Barbara DORN	M ^{me} Renate HORNUNG-DRAUS
Grèce	M ^{me} Eugenia TSOUMANTI-SPENTZA	M. Elias TSAMOUSSOPOULOS
Espagne	M ^{me} Ángeles ASENJO	M ^{me} Rosario ESCOLAR POLO
France	M. Michel DAMEZ FONTAINE	M. Emanuel JULIEN
Irlande
Italie	M. Carlo TERRANEO	M ^{me} Stefania ROSSI
Luxembourg	M. Nicolas WELSCH	M. Georges SANTER
Pays-Bas	M. J. W. VAN DEN BRAAK	M. G. A. M. VAN DER GRIND
Autriche	M. Heinrich BRAUNER	M. Christian PARAK
Portugal	M ^{me} Alexandra COSTA ARTHUR	M. Luís MORALES
Finlande	M. Tapani SAUKKONEN	M. Martti VIRTANEN
Suède	M ^{me} Marie-Louise THORSÉN LIND	M. Eric JANNERFELDT
Royaume-Uni	M. Simon BLAKE	M. Dominic JOHNSON

Article 2

Le Conseil procédera ultérieurement à la nomination des membres non encore désignés de l'Irlande.

Article 3

La présente décision est publiée, pour information, au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 8 novembre 2001.

Par le Conseil

Le président

E. BOUTMANS

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

21 novembre 2001

(2001/C 327/02)

1 euro	=	7,4449	couronnes danoises
	=	9,4082	couronnes suédoises
	=	0,6194	livre sterling
	=	0,8791	dollar des États-Unis
	=	1,4052	dollar canadien
	=	108,02	yens japonais
	=	1,4573	franc suisse
	=	7,894	couronnes norvégiennes
	=	96,32	couronnes islandaises ⁽²⁾
	=	1,6982	dollar australien
	=	2,1337	dollars néo-zélandais
	=	8,659	rands sud-africains ⁽²⁾

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

⁽²⁾ Source: Commission.

AIDES D'ÉTAT — ITALIE (SARDAIGNE)**Aide C 5/2001 (ex N 775/2000) relative à une mesure de compensation de dommages causés par la fièvre catarrhale des ovins (*blue tongue*)****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2001/C 327/03)

Par la lettre du 2 février 2001 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Italie sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de l'agriculture
Direction de la législation agricole
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 21 51.

Ces observations seront communiquées à l'Italie. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

Par lettre du 26 octobre 2000, les autorités italiennes ont notifié à la Commission, au sens de l'article 88, paragraphe 3, du traité, les dispositions de la loi régionale de Sardaigne du 25 octobre 2000 sur des mesures pour compenser les dommages causés par la fièvre catarrhale des ovins (*blue tongue*).

L'article 2 de la loi régionale prévoit l'octroi d'aides pour compenser les producteurs pour l'abattage des animaux infectés, sur ordre des autorités sanitaires. Pour l'octroi de la compensation, les autorités italiennes utiliseront les dispositions de la loi n° 218 du 2 juin 1988 concernant des mesures de lutte contre l'aphte épizootique et autres maladies épizootiques des animaux, ainsi que le décret ministériel n° 298 du 20 juillet 1989 concernant un règlement pour le calcul de la valeur de marché des animaux abattus au sens de la loi n° 218/88. Les aides sont équivalentes à 100 % de la valeur de marché des animaux abattus.

L'article 3 de la loi régionale prévoit l'indemnisation des producteurs dont des animaux sont morts de la *blue tongue* et des indemnisations pour la perte de revenu découlant de l'abattage ou de la mort des animaux. Les autorités italiennes envisagent de verser une compensation aux producteurs dont des animaux sont morts de la *blue tongue* dans leur exploitation selon les mêmes modalités que pour les animaux abattus. L'article 3 prévoit également des aides destinées aux éleveurs pour compenser leurs pertes de revenu pour les animaux morts ou abattus.

À la suite d'un ordre public, les exploitants agricoles se sont vu interdire de déplacer leurs ovins, caprins, bovins et buffles de l'exploitation jusqu'au moment où les conditions épidémiologi-

ques s'améliorent. En vue de satisfaire les exigences alimentaires du bétail, les éleveurs devront s'approvisionner en fourrages sur le marché, ce qui occasionne des coûts additionnels d'alimentation du bétail. L'article 4 de la loi régionale vise à les compenser.

À la suite de l'application des lignes directrices pour les aides d'État dans le secteur agricole ⁽¹⁾ (ci-après dénommées «lignes directrices»), la Commission considère que les dispositions des articles 2, 3 et 4 de la loi régionale respectent les conditions qui leur permettent d'être considérées comme des aides destinées à faciliter le développement de certaines activités économiques au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité.

L'article 5 de la loi régionale autorise l'administration régionale à octroyer des aides aux entreprises et aux coopératives qui effectuent la récolte, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des produits agricoles et de l'élevage et qui ont subi une diminution de leurs revenus en raison d'obligations statutaires ou contractuelles supérieure à 20 % (zones agricoles défavorisées) ou 30 % (autres zones), par rapport à la moyenne des trois dernières années. Ces aides visent à compenser les pertes dues au manque de matière première à transformer. Le montant prévu pour cette aide est de 5 milliards de lires italiennes.

Pour les dispositions de l'article 5 de la loi régionale, les conditions des lignes directrices ne semblent pas être remplies.

À ce titre, les autorités italiennes ont souligné qu'elles se limiteraient à verser une compensation aux coopératives ayant subi une augmentation de leurs coûts fixes due à la diminution de matière première fournie par les producteurs à la suite de la *blue tongue*.

⁽¹⁾ JO C 28 du 1.2.2000, p. 2.

Le point 11.4 des lignes directrices ne prévoit aucune disposition relative à la compensation des entreprises de transformation pour des dommages causés par les maladies animales.

La Commission considère que, même si les autorités italiennes limitent les aides aux coopératives, le lien entre la maladie (*blue tongue*) et la diminution des apports n'est pas établi. En effet, la région a souffert d'une sécheresse (voir aide N 745/2000) qui peut aussi avoir eu un impact sur la diminution des quantités fournies. De plus, certaines coopératives peuvent avoir subi des pertes de matières premières pour d'autres raisons que la *blue tongue* (ou la sécheresse).

En vertu du point 11.3.8 des lignes directrices, qui permet seulement la compensation soit des agriculteurs soit des organisations de producteurs dont ils sont membres, une application par analogie de ces règles ne serait pas adéquate pour les entreprises de transformation. En général, la Commission considère que les installations agro-industrielles ont une flexibilité pour la gestion de leurs sources d'approvisionnement. Ceci peut naturellement comporter des coûts additionnels de matières premières et une diminution de la rentabilité, mais ne semble pas justifier une application directe des règles applicables à la production agricole.

En l'absence de toute autre base juridique proposée par les autorités italiennes en vue de l'examen et de l'approbation éventuelle de la mesure d'aide prévue à l'article 5 de la loi régionale, il semble que l'aide doit être considérée comme une aide au fonctionnement, c'est-à-dire une aide visant à libérer les entreprises agro-industrielles des dépenses qu'elles doivent normalement supporter dans la gestion journalière de leur activité. De telles aides doivent en principe être considérées comme incompatibles avec le marché commun.

C'est pourquoi, à ce stade de la procédure, la Commission doute que les mesures proposées par l'Italie dans le cadre de l'article 5 de la loi régionale puissent être considérées comme des aides destinées à faciliter le développement de certaines activités économiques au sens de l'article 87, paragraphe 3, point c), du traité. Elle a donc décidé d'engager la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité, à l'encontre des mesures d'aide notifiées.

TEXTE DE LA LETTRE

«1. Procedimento

Con lettera del 24 novembre 2000, registrata il 29 novembre 2000, la Rappresentanza permanente d'Italia presso l'Unione europea ha notificato alla Commissione, ai sensi dell'articolo 88, paragrafo 3, del trattato, la legge regionale della Sardegna relativa ad interventi per compensare i danni arrecati dalla febbre catarrale degli ovini (*blue tongue*). La legge è stata approvata dal Consiglio regionale della Sardegna in data 25 ottobre 2000. Tuttavia, l'articolo 10 della summenzionata legge subordina la concessione di alcuni degli aiuti previsti all'approvazione da parte della Commissione nel quadro della procedura di cui agli articoli 87 e 88 del trattato.

Con lettera del 15 dicembre 2000, registrata il 19 dicembre 2000, la Rappresentanza permanente d'Italia presso l'Unione

europea ha trasmesso alla Commissione i complementi d'informazione richiesti con lettera del 13 dicembre 2000.

2. Descrizione

Nell'agosto 2000 la febbre catarrale degli ovini (*blue tongue*) è comparsa in Sardegna e si è propagata in tutta l'isola, malgrado i provvedimenti delle autorità pubbliche. La diffusione dell'epizoozia è stata favorita dalle condizioni climatiche (tempo caldo e secco).

La *blue tongue* degli ovini ha una considerevole incidenza sull'economia agricola della Sardegna, fondata in ampia misura sull'attività agropastorale. La Sardegna conta 4 milioni di ovini (il 40 % del totale italiano). Il valore aggiunto lordo della filiera latte ovino rappresenta il 20 % del valore aggiunto agricolo della regione.

Per combattere l'epizoozia, il 28 agosto 2000 le autorità sanitarie italiane hanno disposto il divieto di movimentazione di ruminanti domestici e selvatici originari o provenienti dalla Sardegna (compresi sperma, ovuli e embrioni) verso il resto del territorio nazionale e gli altri Stati membri dell'Unione europea. È stato inoltre disposto il divieto di movimentazione degli stessi animali dalla provincia di Cagliari verso il restante territorio regionale e l'obbligo per i servizi veterinari provinciali delle altre province di effettuare controlli clinici nelle aziende in cui siano stati introdotti ovini della Sardegna da meno di due mesi.

Successivamente, le autorità regionali hanno adottato il decreto n. 34 del 5 settembre 2000 recante norme urgenti per il controllo della *blue tongue* ⁽²⁾, che ha vietato su tutto il territorio della Sardegna lo spostamento dalle aziende di ovini, caprini, bovini, bufali e animali allevati di specie selvatiche. Il decreto rende inoltre obbligatoria la lotta contro gli insetti vettori della malattia.

Il 16 ottobre 2000 le autorità sanitarie della Sardegna hanno adottato il piano di lotta ed eradicazione della *blue tongue* in Sardegna, che prevede le seguenti misure:

- controllo sanitario degli animali delle specie sensibili;
- disciplina della movimentazione degli animali;
- lotta contro l'insetto vettore;
- misure di sorveglianza epidemiologica;
- miglioramento delle condizioni igieniche degli allevamenti;
- educazione sanitaria degli operatori del settore;
- ricerca scientifica sulla propagazione della malattia.

Il 25 ottobre 2000 il Consiglio regionale della Sardegna ha adottato la legge regionale relativa ad interventi per compensare i danni arrecati dalla febbre catarrale degli ovini (*blue tongue*), che è stata notificata alla Commissione per l'esame di conformità ai sensi degli articoli da 87 a 89 del trattato.

⁽²⁾ Pubblicato nel *Bollettino ufficiale della Sardegna* n. 29 del 19.9.2000, pag. 1958.

Indennizzi per gli animali abbattuti

L'articolo 2 della legge regionale prevede l'erogazione di 50 miliardi di ITL a titolo di indennizzi agli allevatori per l'abbattimento dei capi infetti ordinato dall'autorità sanitaria. Per concedere gli indennizzi le autorità italiane si avvarranno delle disposizioni della legge 2 giugno 1988, n. 218 concernente misure per la lotta contro l'afta epizootica ed altre malattie epizootiche degli animali ⁽³⁾, nonché del decreto ministeriale 20 luglio 1989, n. 298 concernente un regolamento per il calcolo del valore di mercato degli animali abbattuti ai sensi della legge 2 giugno 1988, n. 218 ⁽⁴⁾.

L'articolo 2, paragrafo 4, della legge n. 218/88 stabilisce che ai proprietari degli animali abbattuti venga corrisposta un'indennità pari al 100 % del valore di mercato, calcolata sulla base del valore medio degli animali della stessa specie e categoria. Il decreto ministeriale n. 298/89 stabilisce le modalità dettagliate per tipo di animale. Per gli ovini e i caprini il valore medio degli animali è la media aritmetica dei prezzi per specie e categoria rilevati sul mercato di Foggia (per l'Italia meridionale e le isole), riportati nell'ultimo bollettino settimanale dei prezzi delle Camere di commercio precedente l'ordinanza di abbattimento.

Indennizzi relativi agli animali morti

L'articolo 3 della legge regionale prevede l'erogazione di indennizzi agli allevatori nelle cui aziende sono morti animali a causa della blue tongue e di indennizzi per il minore reddito conseguente all'abbattimento o alla morte degli animali.

Le disposizioni della legge nazionale consentono soltanto di indennizzare gli allevatori per un importo pari al valore di mercato dei capi abbattuti per ordine delle autorità pubbliche. Tuttavia, l'inopinata, rapida ed estesa diffusione della blue tongue in Sardegna nella tarda estate 2000 ha provocato la morte di un numero considerevole di animali nelle aziende, indipendentemente dalla volontà e dalle iniziative di difesa degli allevatori. L'insorgenza contemporanea della blue tongue in diverse località della Sardegna ha richiesto un certo tempo affinché i servizi veterinari potessero reagire, cosicché diversi capi sono morti nelle aziende prima che le autorità sanitarie emanassero l'ordinanza. Le autorità italiane comunicano che gli animali morti in queste circostanze non superano il 2 % del totale potenzialmente interessato.

Le autorità italiane intendono indennizzare i produttori per gli animali morti di blue tongue nell'azienda, secondo le stesse modalità previste per gli animali abbattuti (legge n. 218/88). Gli indennizzi verranno concessi soltanto in caso di certificazione veterinaria della morte per blue tongue; inoltre, i dati dovranno essere compatibili con i registri di stalla visti dalle autorità sanitarie locali.

Per la summenzionata misura è prevista una spesa di 9,2 miliardi di ITL.

⁽³⁾ Pubblicata nella *Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana* n. 144 del 21.6.1988.

⁽⁴⁾ Pubblicato nella *Gazzetta ufficiale della Repubblica italiana* n. 198 del 25.8.1989.

Aiuti intesi a compensare le perdite di reddito degli allevatori

L'articolo 3 prevede inoltre aiuti destinati ad indennizzare gli allevatori per le perdite di reddito conseguenti all'abbattimento o alla morte degli animali. Il calcolo delle perdite si fonda sul fatto che la maggior parte delle greggi è destinata alla produzione lattiera. La perdita di produzione viene calcolata su un periodo di un anno. Infatti, gli ovini da latte in Sardegna hanno una produttività stagionale (gennaio-luglio) e il blocco della movimentazione impedirà di sostituire gli animali abbattuti e di disporre di capi da mettere in produzione prima dell'autunno 2001.

È previsto un aiuto pari al 90 % della perdita calcolata. La tabella seguente riporta il metodo di calcolo degli aiuti per la perdita di reddito:

Calcolo dell'aiuto (ITL/ovino)	Ovini comuni		Ovini iscritti nel LG ⁽¹⁾	
	ZN ⁽²⁾	ZS ⁽³⁾	ZN	ZS
Produzione commercializzabile	225 000		285 000	
Costi intermedi	45 000		55 000	
Perdita di reddito	180 000		230 000	
Riduzione premio comunitario	34 000	46 000	34 000	46 000
Perdita di reddito	214 000	226 000	264 000	276 000
Aliquota dell'aiuto	90 %			
Importo dell'aiuto	192 600	203 400	237 600	248 400

⁽¹⁾ Libro genealogico o registro anagrafico.

⁽²⁾ Zone normali.

⁽³⁾ Zone agricole svantaggiate.

Ai fini della tabella, i costi intermedi comprendono i costi di alimentazione (foraggi e mangimi) e le spese veterinarie, che rappresentano un guadagno per i produttori. Per contro, l'indennizzo tiene conto anche del fatto che il reddito dei produttori diminuirà nel 2001 a seguito dell'abbattimento degli ovini nel 2000 e della conseguente minore produzione lattiera nel 2001. Il premio comunitario comprende il premio compensativo ovino e il premio mondo rurale (previsto soltanto per le zone agricole svantaggiate) per il 2001 istituiti dall'organizzazione comune dei mercati nel settore ovino, a norma del regolamento (CE) n. 2467/98 ⁽⁵⁾.

Per la summenzionata misura vengono stanziati 60,8 miliardi di ITL.

Aiuti a sostegno dei maggiori costi per l'alimentazione del bestiame

Il decreto del 5 settembre 2000 ha vietato agli allevatori di spostare dall'azienda ovini, caprini, bovini e bufali fino a quando la situazione epidemiologica lo consenta nuovamente. Per provvedere all'alimentazione del bestiame gli allevatori dovranno acquistare foraggi con conseguente aumento dei costi per l'alimentazione del bestiame. L'articolo 4 della legge regionale prevede a compensare tali costi aggiuntivi.

⁽⁵⁾ GU L 312 del 20.11.1998, pag. 1.

Nella tabella seguente figurano gli importi dell'aiuto per tipo di animale e per quota di riduzione della superficie del pascolo:

Percentuale di riduzione del pascolo	Costi di alimentazione aggiuntivi (ITL)	
	Ovini/capriani	Bovini/bufali
0 %	—	—
5 %	6 300	37 800
10 %	12 300	73 800
15 %	18 000	108 000
20 %	23 500	141 000
25 %	29 000	174 000
30 %	34 000	204 000
35 %	39 000	234 000
40 %	44 000	264 000
45 %	49 000	294 000
50 %	53 500	321 000

Le autorità italiane hanno calcolato gli aiuti sopraindicati considerando che, in condizioni normali in Sardegna, un ovino (animale adulto) ha un fabbisogno alimentare di 350 unità foraggere (UF) l'anno. Al costo di 360 ITL/UF, l'alimentazione di un ovino adulto costa 126 000 ITL l'anno. Se la superficie del pascolo diminuisce del 5 %, il costo aggiuntivo per l'aprovvisionamento esterno è pari a 6 300 ITL/ovino. Tale riduzione del 5 % tiene conto non soltanto della riduzione fisica della superficie del pascolo, bensì anche della durata del divieto di spostamento (ad esempio, in caso di riduzione del 20 % della superficie abituale di pascolo per un periodo di tre mesi, si considererà una riduzione del 5 %). I beneficiari dovranno dimostrare la disponibilità delle superfici indicate mediante adeguati documenti catastali.

In caso di riduzione inferiore al 5 % non è previsto alcun aiuto. L'importo massimo dell'aiuto per azienda è fissato a 2 milioni di ITL.

Per la summenzionata misura vengono stanziati 10 miliardi di ITL.

Aiuti alle imprese di trasformazione

L'articolo 5 della legge regionale autorizza l'amministrazione regionale a concedere aiuti alle imprese e alle cooperative di raccolta, trasformazione, confezionamento e commercializzazione dei prodotti agricoli e zootecnici con sede legale in Sardegna, che hanno subito una riduzione dei conferimenti dovuti in base ad obblighi statutari o contrattuali superiore al 20 % (zone agricole svantaggiate) o al 30 % (altre zone) rispetto alla media dell'ultimo triennio. Tali aiuti sono destinati a compensare le perdite connesse alla mancanza di materia prima da trasformare.

Alla summenzionata misura è destinato un importo di 5 miliardi di ITL.

Campagna informativa

Per far rientrare l'allarme suscitato nell'opinione pubblica dall'epidemia di blue tongue, che ha determinato la riduzione del

consumo di prodotti agroalimentari, l'articolo 8 della legge regionale prevede la realizzazione di campagne informative che rassicurino sull'inesistenza di effetti nocivi per l'uomo e sulla sicurezza dei prodotti.

Per la summenzionata misura viene stanziato un miliardo di ITL.

3. Valutazione

Articolo 87, paragrafo 1, del trattato

Ai fini dell'applicazione dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato è necessario che le misure determinino un beneficio finanziario per imprese che non lo avrebbero realizzato in una situazione economica normale. Gli aiuti devono essere concessi a determinate imprese, l'intervento deve comportare l'utilizzazione di risorse pubbliche e l'aiuto dev'essere tale da incidere sugli scambi tra Stati membri.

Gli indennizzi per l'abbattimento degli animali (articolo 2), gli animali morti (articolo 3), e le perdite di reddito (articolo 3), gli aiuti a sostegno dei maggiori costi per l'alimentazione del bestiame (articolo 4) e gli aiuti alle imprese di trasformazione per la diminuzione delle materie prime (articolo 5) soddisfano prima facie tutte le condizioni sopraelencate. Innanzitutto, l'intervento prevede l'utilizzazione di 135 miliardi di ITL del bilancio regionale. Tutte le disposizioni previste favoriscono selettivamente allevatori e imprese agroindustriali della Sardegna rispetto ad altri allevatori e imprese italiane ed europee che non ricevono siffatti aiuti.

Inoltre, l'intervento mobilita considerevoli risorse a favore del settore lattiero italiano, nel quale si registra un importante volume di scambi commerciali tra l'Italia e gli altri Stati membri. Nel 1998 l'Italia ha importato 4,34 milioni di t di latte dagli altri Stati membri dell'Unione europea, mentre ha esportato verso gli altri Stati membri dell'Unione europea complessivamente 20,391 milioni di t. Nello stesso anno l'Italia ha prodotto latte per un valore di 4,2 miliardi di EUR, a fronte di una produzione complessiva dell'Unione europea di 38,5 miliardi di EUR ⁽⁶⁾.

Per quanto riguarda la campagna informativa di cui all'articolo 8 della legge regionale, la Commissione ha tenuto conto delle informazioni trasmesse dalle autorità italiane secondo cui non si tratta di un'azione pubblicitaria o promozionale dei prodotti agricoli ai sensi della disciplina comunitaria applicabile ⁽⁷⁾, bensì di una campagna di educazione sanitaria destinata agli allevatori e ai consumatori. Per gli allevatori sono previste azioni di sensibilizzazione sulla lotta contro l'epizootia e il suo vettore, mentre le azioni rivolte ai consumatori si prefiggono di chiarire che la blue tongue non è trasmissibile all'uomo. Date le premesse, la Commissione ritiene che si tratti di una misura di informazione che non soddisfa le condizioni dell'articolo 87, paragrafo 1 del trattato.

Di conseguenza, gli articoli 2, 3, 4 e 5 della legge regionale contengono aiuti di Stati ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1 del trattato.

⁽⁶⁾ Fonte: Eurostat.

⁽⁷⁾ GU C 302 del 12.11.1987, pag. 6.

Articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato

L'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato stabilisce che possono considerarsi compatibili con il mercato comune gli aiuti destinati ad agevolare lo sviluppo di talune attività o di talune regioni economiche, sempre che non alterino le condizioni degli scambi in misura contraria al comune interesse.

Nel settore agricolo, la conformità all'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato degli aiuti destinati alla lotta contro le epizootie e le fitopatie dev'essere analizzata alla luce delle disposizioni del punto 11.4 degli orientamenti comunitari per gli aiuti di Stato nel settore agricolo⁽⁸⁾ (di seguito denominati «orientamenti»).

Tenuto conto delle summenzionate disposizioni, la Commissione ritiene che l'erogazione agli agricoltori di un aiuto a titolo di indennizzo delle perdite causate da epizootie o fitopatie possa essere autorizzata unicamente nell'ambito di un idoneo programma di prevenzione, controllo ed eradicazione della malattia in questione realizzato a livello comunitario, nazionale o regionale. Aiuti intesi semplicemente a compensare gli agricoltori delle perdite subite, ma che non prevedano alcuna iniziativa per risolvere il problema alla fonte, vanno considerati aiuti al funzionamento, che sono incompatibili con il mercato comune. La Commissione pone pertanto come condizione l'esistenza di disposizioni comunitarie o nazionali, stabilite da leggi o da norme regolamentari o amministrative, che consentano alle competenti autorità nazionali di adottare opportune misure di lotta contro la malattia di cui trattasi, sia attuando interventi di eradicazione, e in special modo misure obbligatorie che comportino un indennizzo, sia organizzando un sistema d'allarme, associato, ove opportuno, ad incentivi per incoraggiare soggetti privati a partecipare volontariamente a programmi di prevenzione. Inoltre, la Commissione può prevedere aiuti soltanto per le malattie che costituiscono fonte di preoccupazione per le pubbliche autorità, non per interventi che si può legittimamente presumere spettino agli agricoltori medesimi.

Gli aiuti devono avere carattere preventivo, compensativo o misto.

Possono essere concessi aiuti fino al 100 % delle spese effettivamente sostenute per misure quali controlli sanitari, test e altre indagini, acquisto e somministrazione di vaccini, medicinali, nonché le spese relative all'abbattimento del bestiame.

Può essere concesso un indennizzo a concorrenza del valore normale del bestiame abbattuto. Può essere prevista una compensazione ragionevole per la perdita di profitto, tenendo conto delle difficoltà relative alla sostituzione del bestiame nonché alla quarantena o ad altri periodi di attesa imposti o raccomandati dalle autorità competenti per consentire l'eliminazione della malattia prima della ricostituzione del bestiame.

Nessun aiuto può essere versato per misure di prevenzione qualora la normativa comunitaria prescriva oneri specifici per misure di lotta contro talune infezioni. Analogamente, nessun aiuto può essere concesso se la normativa comunitaria prevede che il costo delle misure sia a carico dell'azienda agricola, a

meno che il costo di tali misure sia interamente compensato da oneri obbligatori a carico dei produttori.

Per gli aiuti concessi nell'ambito di un regime comunitario, nazionale o regionale, la Commissione esige la prova che non vi è possibilità di compensazione eccessiva cumulando i diversi regimi.

Indennizzi per gli animali abbattuti

Per quanto riguarda gli indennizzi per l'abbattimento dei capi ordinato dalle autorità pubbliche, la Commissione ha preso in considerazione i seguenti elementi. La febbre catarrale degli ovini (blue tongue) è fonte di preoccupazione per le autorità pubbliche a livello comunitario, nazionale e regionale.

La decisione 90/424/CEE del Consiglio, del 26 giugno 1990, relativa a talune spese nel settore veterinario⁽⁹⁾ stabilisce infatti, all'articolo 3, che gli interventi di urgenza possono riguardare anche la blue tongue. Per quanto riguarda il livello nazionale, la Commissione ha preso atto che, in data 28 agosto, le autorità italiane hanno disposto il divieto di movimentazione di ruminanti domestici e selvatici originari o provenienti dalla Sardegna (compresi sperma, ovuli e embrioni) verso la restante parte del territorio nazionale e verso gli Stati membri dell'Unione europea. Inoltre, le autorità regionali hanno disposto il divieto di spostamento di animali di qualsiasi categoria e l'obbligo di lotta contro i vettori, nell'ambito di un piano di lotta ed eradicazione della blue tongue. Date le premesse, la Commissione ritiene che la blue tongue preoccupi le autorità pubbliche a tutti i livelli e che non si tratti di misure compensative che si può legittimamente presumere siano di pertinenza degli agricoltori medesimi.

Per quanto riguarda il tipo di misura, trattasi di interventi a carattere compensativo, a titolo di indennizzo del valore di mercato dei capi abbattuti per ordine delle autorità pubbliche.

Per quanto riguarda il livello dell'indennizzo, la Commissione ha tenuto conto del fatto che le autorità italiane intendono avvalersi delle disposizioni della legge nazionale n. 218/88 e delle relative disposizioni di applicazione (DM n. 298/89). È pertanto previsto il pagamento fino al 100 % del valore di mercato delle carni nei mercati rappresentativi (Foggia per gli ovini dell'Italia meridionale). Tale metodo, tradizionalmente applicato in Italia per indennizzare i danni causati da epizootie, è già stato accettato dalla Commissione in altri casi⁽¹⁰⁾.

La normativa comunitaria non impone che il costo delle misure sia a carico delle aziende agricole. Gli interventi previsti dall'articolo 2 sono attuati dalla Regione Sardegna; successivamente, lo Stato italiano trasferirà i relativi importi al bilancio regionale. Inoltre, l'intervento non beneficia di contributi comunitari. Di conseguenza, la notifica non determina un doppio finanziamento degli interventi.

La Commissione ritiene quindi che l'intervento previsto all'articolo 2 della legge regionale soddisfi le condizioni fissate al punto 11.4 degli orientamenti.

⁽⁹⁾ GU L 224 del 18.8.1990, pag. 19.

⁽¹⁰⁾ Precedenti: N 49/2000, N 690/99.

⁽⁸⁾ GU C 28 dell'1.2.2000, pag. 2.

Indennizzi per gli animali morti

In merito all'intervento di cui all'articolo 3, ossia gli indennizzi per i capi morti nell'azienda, la Commissione ritiene, come in altri casi ⁽¹¹⁾, che gli animali in questione possano essere assimilati ad animali abbattuti per ordine delle autorità pubbliche.

Per giungere a questa conclusione, la Commissione ha tenuto conto del fatto che l'insorgenza improvvisa e la virulenza della blue tongue ha creato serie difficoltà ai servizi veterinari regionali, comportando addirittura considerevoli riassegnazioni di personale. Inoltre, l'indennizzo è limitato ai capi per i quali un certificato veterinario attesti che la morte è dovuta a blue tongue. Infine, la Commissione ritiene che l'intervento sia molto circoscritto (2 % degli animali potenzialmente interessati).

Compensazione per la perdita di reddito e per i maggiori costi per l'alimentazione del bestiame

Il punto 11.4 degli orientamenti prevede esplicitamente la possibilità di compensazione per la perdita di profitto. Data la situazione, gli indennizzi previsti dall'articolo 3 per compensare la perdita di reddito sono giustificati in ragione dell'andamento stagionale della produzione lattiera della Sardegna e della durata del divieto di movimentazione. La perdita di produzione si ripercuoterà infatti su un anno, nel quale i produttori non avranno redditi da vendita del latte né percepiranno gli aiuti diretti della Comunità. Inoltre, per effetto del decreto regionale che vieta lo spostamento di qualsiasi ruminante, gli agricoltori dovranno acquistare foraggi, con conseguenti costi aggiuntivi per tutta la durata del blocco. La Commissione ha considerato che i due aiuti summenzionati potrebbero rientrare nella definizione di perdita di profitto ai sensi del punto 11.4 degli orientamenti.

Per quanto riguarda il metodo di calcolo degli aiuti, la Commissione ritiene che non si determini compensazione eccessiva dei costi.

Ai fini dell'indennizzo della perdita di reddito conseguente all'abbattimento dei capi, le autorità italiane hanno preso in considerazione la perdita di reddito di un anno (produzione commercializzabile per ovino meno i costi di produzione), aggiungendo gli aiuti comunitari non percepiti per il 2001. Gli indennizzi per perdita di reddito sono inoltre differenziati in funzione del tipo di ovino (ovino comune/ovino iscritto nel libro genealogico) o di regione (zone normali/zone svantaggiate). L'aiuto ammonta al 90 % della perdita di reddito così calcolata.

Per quanto riguarda i costi aggiuntivi per l'alimentazione del bestiame, le autorità italiane hanno preso in considerazione i costi annuali di alimentazione di un ovino a foraggio moltiplicati per la quota di riduzione nel pascolo (che considera, oltre alla riduzione fisica, anche il periodo di pascolo). Per i bovini/bufali gli aiuti sono moltiplicati per 6, coefficiente compatibile con quelli considerati nei regolamenti comunitari [bovini — 1 CN; ovini — 0,15 CN ⁽¹²⁾]. Inoltre, l'aiuto è limitato a 2 milioni di ITL per azienda.

⁽¹¹⁾ Precedenti: N 49/2000 (Influenza aviaria — Lombardia).

⁽¹²⁾ Vedere, tra l'altro, il regolamento (CE) n. 1257/1999.

Aiuti alle imprese e cooperative di trasformazione e commercializzazione dei prodotti agricoli

Per quanto riguarda l'articolo 5, che prevede un indennizzo delle perdite subite dalle imprese di trasformazione per riduzione dei conferimenti, le condizioni fissate dagli orientamenti non risultano soddisfatte.

In proposito le autorità italiane hanno sottolineato che si limiteranno a indennizzare esclusivamente le cooperative per i maggiori costi fissi derivanti dai minori conferimenti a seguito della blue tongue.

Il punto 11.4 degli orientamenti non prevede alcuna disposizione relativa all'erogazione alle imprese di trasformazione di indennizzi per i danni causati da epizootie.

La Commissione ritiene che, anche se le autorità italiane riserivano il beneficio degli aiuti alle cooperative, non sia dimostrato un nesso causale tra la malattia (blue tongue) e la riduzione dei conferimenti. In particolare, la regione è stata colpita dalla siccità (cfr. aiuto N 745/2000), che può aver contribuito a determinare la riduzione dei quantitativi conferiti. Inoltre, talune cooperative possono registrare una diminuzione delle materie prime per motivi diversi dalla blue tongue (o dalla siccità).

In virtù del punto 11.3.8 degli orientamenti, che consente esclusivamente di erogare indennizzi agli agricoltori oppure alle associazioni di produttori di appartenenza, non è possibile applicare per analogia le regole in questione alle imprese di trasformazione. In generale, la Commissione ritiene che gli impianti agroindustriali siano flessibili in materia di gestione delle fonti di approvvigionamento. Ciò può ovviamente comportare costi aggiuntivi delle materie prime e una minore redditività, ma non sembra giustificare un'applicazione diretta delle norme applicabili alla produzione agricola.

La Commissione ha ritenuto che, ad eccezione dell'intervento previsto all'articolo 5 della legge regionale, gli altri interventi previsti non alterino le condizioni degli scambi in misura contraria al comune interesse e che possano quindi beneficiare della deroga prevista per gli aiuti destinati ad agevolare lo sviluppo di talune attività economiche, ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 3, lettera c), del trattato.

Non avendo le autorità italiane proposto altre basi giuridiche per l'esame e l'eventuale approvazione della misura di aiuto prevista all'articolo 5 della legge regionale, risulta che l'aiuto debba essere considerato un aiuto al funzionamento, ossia un aiuto diretto ad alleviare le imprese agroindustriali delle spese che esse stesse devono normalmente sostenere nell'ambito della loro gestione corrente ⁽¹³⁾. In linea di principio tali aiuti devono essere considerati incompatibili con il mercato comune.

4. Decisione

La Commissione ha quindi deciso di considerare che il disposto dell'articolo 8 della legge regionale non comporta aiuti di Stato ai sensi dell'articolo 87, paragrafo 1, del trattato.

La Commissione ha deciso di considerare le disposizioni degli articoli 2, 3 e 4 della legge regionale compatibili con il trattato CE.

⁽¹³⁾ In particolare, sentenza del Tribunale di prima istanza dell'8 giugno 1995 nella causa T-459/93, Siemens contro Commissione, Raccolta 1995, pag. II-1675, e la giurisprudenza citata nella sentenza.

Ai sensi dell'articolo 6 del regolamento (CE) n. 659/1999 del Consiglio recante modalità di applicazione dell'articolo 93 del trattato CE⁽¹⁴⁾, la Commissione informa l'Italia che, avendo esaminato le informazioni trasmesse dalle autorità italiane, essa ha deciso di avviare il procedimento di cui all'articolo 88, paragrafo 2, del trattato CE in merito agli aiuti previsti all'articolo 5 della legge regionale.

Tenuto conto di quanto precede, la Commissione ingiunge all'Italia di fornire, entro un mese dalla ricezione della presente, tutti i documenti, le informazioni e i dati necessari per valutare

⁽¹⁴⁾ GU L 83 del 27.3.1999, pag. 1.

la compatibilità dell'aiuto/della misura. In caso contrario, la Commissione adotterà una decisione sulla base degli elementi di cui dispone. Invita inoltre le autorità italiane a trasmettere senza indugio copia della presente lettera ai beneficiari potenziali degli aiuti.

La Commissione desidera richiamare all'attenzione dell'Italia che l'articolo 88, paragrafo 3, del trattato CE ha effetto sospensivo e che, in forza dell'articolo 14 del regolamento (CE) n. 659/1999 del Consiglio, essa può imporre allo Stato membro interessato di recuperare ogni aiuto illegale dal beneficiario. Inoltre la spesa relativa a misure nazionali che incidano direttamente su misure comunitarie potrà essere esclusa dall'imputazione sul bilancio FEAOG.»

Publication d'une demande d'enregistrement au sens de l'article 6, paragraphe 2, du règlement (CEE) n° 2081/92 relatif à la protection des appellations d'origine et des indications géographiques

(2001/C 327/04)

Cette publication confère un droit d'opposition au sens de l'article 7 dudit règlement. Toute opposition à cette demande doit être transmise par l'intermédiaire de l'autorité compétente d'un État membre dans un délai de six mois à partir de la présente publication. La publication est motivée par les éléments suivants, notamment le point 4.6 par lesquels il est considéré que la demande est justifiée au sens du règlement (CEE) n° 2081/92.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2081/92 DU CONSEIL

DEMANDE D'ENREGISTREMENT: ARTICLE 5

AOP () IGP (x)

Numéro national du dossier: —

1. Service compétent de l'État membre

- 1.1. Nom: Österreichisches Patentamt
1.2. Adresse: A-1014 Wien, Kohlmarkt 8-10,
Tél. (43-1) 53 424-0
Fax (43-1) 53 424-535.

2. Groupement demandeur

- 2.1. Nom: Gailtaler Speck — Naturarena Kärnten
2.2. Adresse: c/o Siegfried Lasser ju., A-9620 Hermagor, Eggerstraße 14
2.3. Composition: producteurs et transformateurs, représentants des milieux intéressés.

3. Type de produit: 3.2. Produit à base de viande: produit à base de viande de porc marinée.

4. Description

(résumé des données figurant à l'article 4, paragraphe 2)

4.1. **Nom:** Gailtaler Speck.

4.2. **Description:** pour assurer la production de Gailtaler Speck, on utilise les porcs des races suivantes: porcs de race indigène, porcs Large White, croisements entre porcs de race indigène et Large White, porcs Duroc et croisements provenant de programmes d'élevage agréés par la Carinthie. Ces porcs doivent être engraisés selon les conditions définies de manière spécifique dans les normes de production du Gailtaler Speck. Pour la fabrication du Gailtaler Speck, on utilise des viandes de porc fraîches ayant un pH maximal de 5,8. On emploie toutes les parties grasses et, en cas de besoin, les différentes parties du flanc — poitrine, carré, collier, épaule. Le Gailtaler Speck est mariné, fumé à froid puis mis à maturer dans des locaux *ad hoc*. Sa couleur externe est d'un jaune doré, à l'intérieur, il est d'un rouge vif entremêlé de blanc.

Son goût très marqué, résultant du marinage et du fumage, est délicatement exalté par des arômes naturels et est légèrement salé. Le Gailtaler Speck a une consistance ferme, il est tendre sous la dent et fond délicatement dans la bouche.

4.3. **Aire géographique:** l'aire de production est constituée par les communes suivantes: Kötschach-Mauthen, Dellach, Kirchbach, Gitschtal, Hermagor, St. Stefan im Gailtal, Nötsch im Gailtal, Feistritz an der Gail et Hohenthurn. Les porcs utilisés pour la production de Gailtaler Speck proviennent de la vallée du Gail (Gailtal) et en cas de besoin d'autres régions du *Land* de Carinthie.

4.4. **Preuve de l'Origine:** la production de lard dans la région du Gailtal est attestée depuis le quinzième siècle. Les rapports de voyages, les inventaires agricoles et les descriptions des repas servis aux domestiques témoignent de l'importance du lard dans le régime alimentaire des habitants du Gailtal, importance due notamment au fait qu'il pouvait être gardé très longtemps grâce au fumage et au séchage à l'air.

4.5. **Méthode d'obtention:** le mode d'obtention est défini dans les Gailtaler Speck-Richtlinien (directives relatives au Gailtaler Speck). Ces directives régissent l'origine et la qualité des produits de base ainsi que le mode de production; elles définissent les caractéristiques du produit et contiennent des prescriptions concernant la garantie de la qualité, selon lesquelles tous les producteurs de Gailtaler Speck doivent assurer une traçabilité complète telle qu'elle est définie dans les normes susmentionnées. Les morceaux de viande, qui ne peuvent avoir un pH supérieur à 5,8, sont salés à sec sans être pressés. Ensuite, ils sont additionnés de sel de cuisine ou de saumure, de poivre, d'ail et d'autres épices et herbes, selon des formules traditionnelles, héritées du passé. La teneur en eau de la viande est ainsi réduite, de même qu'est inhibé le développement de micro-organismes nocifs. Le marinage, qui dure une à quatre semaines, se fait de préférence sur des tables en bois traditionnelles ou dans des cuves spéciales en plastique ou en acier inoxydable, à une température comprise entre 4 °C et 10 °C et avec un taux d'humidité de l'air de 70 %. Ensuite, le produit saumuré est suspendu jusqu'à ce qu'il sèche complètement. Le produit séché est suspendu dans le local de fumage. Comme combustible, on utilise exclusivement du bois de hêtre auquel on ajoute des branches de sureau pour donner cet arôme typique. Le processus de fumage est interrompu à plusieurs reprises pour faire entrer de l'air frais, procédé qui donne au lard son arôme particulier. C'est le producteur qui, sur la base de la pratique et d'excellents acquis, détermine les moments précis où il fait entrer de l'air et la durée précise des différentes interruptions du processus de fumage. Ce processus une fois terminé, le lard est transféré dans le local de maturation où la température oscille entre 8 °C et 16 °C et l'humidité relative de l'air fluctue entre 60 % et 80 %. Selon les morceaux utilisés, il reste de quatre à douze semaines pour arriver à une maturation complète. Pour une proportion de graisse de 25 %, la perte au séchage est de 30 à 40 % par rapport au poids frais.

4.6. **Lien:** par le passé, c'était surtout le besoin de conserver la viande qui rendait nécessaire la production de lard. Grâce aux conditions particulières de maturation liées au climat, à l'utilisation exclusive de porcs engraisés lentement à l'aide d'aliments à haute valeur nutritive et à une méthode fondée sur des modes de production traditionnelles et sur des formules transmises de génération en génération, le Gailtaler Speck est devenu un produit typique de la région, également connu en dehors de ses frontières. L'expérience héritée du passé, transmise de génération en génération, détermine les phases du processus permettant de faire de cette viande fraîche de porc un produit élaboré, de grande valeur gastronomique. La connaissance et l'expérience des conditions de production variables en fonction des saisons et des données météorologiques rendent le producteur à même de procéder à la production aux périodes les plus favorables. À cet égard, les conditions climatiques propres au Gailtal, le caractère équilibré des températures et des taux d'humidité de l'air, la rareté des brouillards hivernaux et la présence de vents propices venus du sud jouent un rôle déterminant pour une production de lard optimale, unique en Carinthie. L'afflux régulier d'air et les écarts minimes de température et de taux d'humidité permettent au produit de sécher de manière régulière. Le lent processus de maturation confère au lard son arôme caractéristique et sa longue conservabilité.

4.7. **Structure de contrôle**

Nom: Der Landeshauptmann von Kärnten

Adresse: Amt der Kärntner Landesregierung
Arnulfplatz 1
A-9020 Klagenfurt.

4.8. **Étiquetage**

le marquage est assuré par une plaquette ou une cordelette ou par des éléments de reconnaissance jugés équivalents, apposés sur le lard ou sur le morceau de lard comme il convient et portant, en caractères lisibles et indélébiles, le nom du producteur et le numéro de contrôle. Ce dernier doit être enregistré dans le cahier des charges que le producteur est tenu de présenter à l'organisme de contrôle. Ce document atteste du respect des règles relatives à la méthode d'obtention pour chaque lot de lard et permet en outre d'effectuer à tout moment un contrôle du respect des dispositions susmentionnées. L'utilisation de marques commerciales et de noms de personnes est autorisée à condition qu'ils n'induisent pas le consommateur en erreur.

4.9. **Exigences nationales**

Österreichisches Lebensmittelgesetz (LMG 1975, BGBl. 86/1975 idgF) (Loi autrichienne sur les produits alimentaires).

Codex Alimentarius Austriacus (chapitre B 14).

Numéro CE: G/AUT/00192/01.05.02

Date de réception du dossier complet: 24 septembre 2001.

Communication de la Commission sur les taux de référence et d'actualisation en vigueur à partir du 1^{er} décembre 2001

(2001/C 327/05)

Belgique	5,23 %
Danemark	6,70 %
Allemagne	5,23 %
Grèce	5,23 %
Espagne	5,23 %
France	5,23 %
Irlande	5,23 %
Italie	5,23 %
Luxembourg	5,23 %
Pays-Bas	5,23 %
Autriche	5,23 %
Portugal	5,23 %
Finlande	5,23 %
Suède	6,40 %
Royaume-Uni	7,06 %

Ces taux sont définis sur la base de la méthode de fixation et de mise à jour des taux de référence et d'actualisation publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* C 273 du 9 septembre 1997, p. 3. Cette méthode a été adaptée techniquement par une communication de la Commission publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* C 241 du 26 août 1999, p. 9. Comme suite à l'adoption de l'euro par la Grèce, le 1^{er} janvier 2001, le taux de référence appliqué à la Grèce est identique à celui des onze États membres ayant déjà adopté l'euro.

La publication de ces taux est prévue par le règlement (CE) n° 68/2001 (considérant 9), le règlement (CE) n° 69/2001 (considérant 6) et le règlement (CE) n° 70/2001 (considérant 10) du 12 janvier 2001 (JO L 10 du 13.1.2001, p. 20, 30 et 33), concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE respectivement aux aides à la formation, aux aides *de minimis* et aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises.

Notification préalable d'une opération de concentration
(Affaire COMP/M.2627 — Otto Versand/Sabre/Travelocity JV)

(2001/C 327/06)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 16 novembre 2001, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1310/97 ⁽²⁾, d'un projet de concentration par lequel les entreprises Otto Versand GmbH & Co. (Allemagne) et Sabre Holdings Corporation (États-Unis d'Amérique) acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), dudit règlement, le contrôle en commun de Travel Overland Flugreisen GmbH & Co. (Allemagne) actuellement contrôlée par Otto Versand GmbH & Co. par achat d'actions et contribution d'activités. Après l'opération, l'entreprise commune s'appellera Travelocity Europe.
2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:
 - Otto Versand GmbH & Co.: vente au détail de produits non-alimentaires par correspondance, agence de voyage,
 - Sabre Holdings Corporation: commercialisation et distribution de voyages *via* son système de réservations informatisé (SRI),
 - Travelocity Europe: agence de voyage virtuelle.
3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération de concentration notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CEE) n° 4064/89.
4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopieur ou par courrier, sous la référence COMP/M.2627 — Otto Versand/Sabre/Travelocity JV, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Direction B — Task-force «Concentrations»
Rue Joseph II 70
B-1000 Bruxelles
[télécopieur (32-2) 296 43 01/296 72 44].

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 1.
JO L 257 du 21.9.1990, p. 13 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 180 du 9.7.1997, p. 1.
JO L 40 du 13.2.1998, p. 17 (rectificatif).

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.2471 — Accenture/Lagardère/JV)

(2001/C 327/07)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 26 juillet 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en français et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CFR» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2471. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP
Information, marketing et relations publiques
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.2588 — Rheinbraun Brennstoff/SSM Coal)

(2001/C 327/08)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 17 septembre 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2588. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP
Information, marketing et relations publiques
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2614 — ThyssenKrupp/Camom/Eurig)**

(2001/C 327/09)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 7 novembre 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2614. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2387 — Heineken/Bayerische Brauholding/JV)**

(2001/C 327/10)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 12 juillet 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2387. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**(Affaire COMP/M.2508 — Fortum/OM/JV)**

(2001/C 327/11)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 10 août 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2508. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée**[Affaire COMP/M.2297 — BP Chemicals/Solvay (PP)]**

(2001/C 327/12)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 29 octobre 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier *via* les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2297. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

Non-opposition à une concentration notifiée
(Affaire COMP/M.2299 — BP Chemicals/Solvay/HDPE JV)

(2001/C 327/13)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Le 29 octobre 2001, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 301M2299. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

III

(Informations)

COMMISSION

Avis d'adjudication de l'abattement du droit à l'importation de maïs en provenance des pays tiers

(2001/C 327/14)

I. Objet

1. Il est procédé à une adjudication de l'abattement du droit à l'importation de maïs relevant du code NC 1005 90 00 en provenance des pays tiers.
2. La quantité pouvant faire l'objet de fixations de l'abattement du droit à l'importation porte sur 100 000 tonnes.
3. L'adjudication est effectuée conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 2258/2001 de la Commission ⁽¹⁾.

Les offres non présentées par télex, télécopieur ou télégramme doivent parvenir à l'adresse concernée sous double pli cacheté. L'enveloppe intérieure, également cachetée, porte l'indication «Offre en relation avec l'adjudication de l'abattement du droit à l'importation de maïs — règlement (CE) n° 2258/2001».

Jusqu'à la communication par l'État membre concerné à l'intéressé de l'attribution de l'adjudication, les offres présentées restent fermes.

II. Délais

1. La date de présentation des offres pour la première des adjudications hebdomadaires commence le 23 novembre 2001 et expire le 29 novembre 2001 à 10 heures.
2. Pour les adjudications hebdomadaires suivantes, le délai de présentation des offres commence chaque semaine le vendredi et expire le jeudi de la semaine suivante, à 10 heures.

Cet avis n'est publié que pour l'ouverture de la présente adjudication. Sans préjudice de sa modification ou de son remplacement, cet avis est valable pour toutes les adjudications hebdomadaires effectuées pendant la durée de validité de cette adjudication.

2. L'offre ainsi que la preuve et la déclaration visées à l'article 6, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1839/95 de la Commission ⁽²⁾ sont libellées dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de l'État membre dont l'organisme compétent a reçu l'offre.

IV. Garantie d'adjudication

La garantie d'adjudication est constituée en faveur de l'organisme compétent.

V. Attribution de l'adjudication

L'attribution de l'adjudication fonde:

1. Les offres présentées par écrit doivent parvenir, au plus tard, aux date et heure indiquées au titre II, soit par dépôt contre accusé de réception, soit par lettre recommandée, soit par télex, télécopieur ou télégramme à l'adresse suivante:

Fondo Español de Garantía Agraria (FEGA), C/Beneficencia 8, E-28004 Madrid

[télex: 23427 FEGA E; télécopieur: (34) 915 21 98 32, (34) 915 22 43 87].

- a) le droit à la délivrance dans l'État membre où l'offre a été présentée d'un certificat d'importation mentionnant l'abattement du droit à l'importation visé dans l'offre et attribué pour la quantité en cause;
- b) l'obligation de demander dans l'État membre visé au point a) un certificat d'importation pour cette quantité.

⁽¹⁾ JO L 305 du 22.11.2001, p. 9.

⁽²⁾ JO L 177 du 28.7.1995, p. 4.